

**Assemblée générale**

Distr. générale
16 mars 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 65 de l'ordre du jour
La situation dans les territoires ukrainiens
temporairement occupés

**Lettre datée du 15 mars 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un résumé, établi par la délégation ukrainienne, du débat tenu sur le point 65 de l'ordre du jour, qui a eu lieu le 23 février 2021 à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 65 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya



Annexe à la lettre datée du 15 mars 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Résumé du débat tenu sur le point 65 de l'ordre du jour (la situation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés) tenu le 23 février 2021 à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale

Le point 65 de l'ordre du jour a été examiné le 23 février 2021 lors des 54^e et 55^e séances plénières de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale.

Lesdites séances ont été ouvertes et présidées par le Président de l'Assemblée générale, qui a également fait une déclaration liminaire sur le sujet. Il a rappelé que les États Membres s'étaient engagés à respecter les valeurs et principes du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies et qu'ils avaient l'obligation de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État et de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale, la liberté et l'indépendance politique de chacun. Il a vivement encouragé toutes les parties à rechercher un règlement pacifique du conflit qui soit fondé sur le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine, dans le cadre d'un dialogue politique direct et d'autres mécanismes de règlement pacifique des différends. Conscient des difficultés posées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), il a réitéré l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial.

En tout, 32 délégations ont fait des déclarations au cours du débat (notamment au nom de l'Union européenne et de ses États membres, du groupe des États nordiques et baltes, ainsi que du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie), exprimant la position de 50 États Membres au total.

Il s'agissait du troisième débat formel de l'Assemblée générale sur la situation dans l'ensemble des territoires ukrainiens temporairement occupés. L'objectif de la séance était d'analyser l'ampleur et les répercussions profondes du conflit international russo-ukrainien dans toute sa complexité (notamment les aspects politiques, humanitaires, écologiques et sociaux, et les questions relatives à la sécurité et aux droits humains, entre autres) et son étendue géographique (de la péninsule de Crimée occupée à certaines parties de la région du Donbass, en Ukraine).

La délégation ukrainienne a souligné que la Fédération de Russie poursuivait son agression armée contre l'Ukraine, la Géorgie et d'autres nations.

Depuis le début de l'agression contre l'Ukraine en 2014, plus de 13 000 personnes étaient mortes, dont plus de 3 000 civils, et environ 1,5 million de personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays. Malgré les efforts déployés par l'Ukraine pour mettre en œuvre les accords de Minsk et progresser dans les discussions du Groupe de contact trilatéral, la Fédération de Russie refusait toujours de donner suite à ces décisions.

La délégation ukrainienne a souligné que la sécurité restait cruciale pour la désescalade et que le contrôle souverain de l'Ukraine sur sa frontière nationale devait être rétabli. L'une des solutions serait de confier aux Casques bleus de l'Organisation des Nations Unies ce rôle de surveillance absolument essentiel.

Faisant part de ses inquiétudes quant aux conditions sur le terrain, la délégation a souligné que le Donbas restait sous la menace d'une catastrophe technogène et environnementale, les autorités d'occupation ayant cessé depuis 2018 de pomper les eaux de la mine de YunKom, site d'essais nucléaires remontant à l'époque soviétique.

L'Ukraine a demandé à l'Organisation des Nations Unies de procéder aux évaluations pertinentes dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk.

Évoquant l'occupation temporaire de la Crimée, la délégation ukrainienne a noté que la Russie n'avait mis en œuvre aucune des résolutions de l'Assemblée générale sur la Crimée. La Puissance occupante cherchait à détruire l'identité des Ukrainiens et des autochtones de la péninsule – les Tatars de Crimée. La Fédération de Russie avait transféré 500 000 de ses citoyens dans la péninsule, modifiant ainsi la composition de la population locale.

La délégation ukrainienne a souligné le lancement par l'Ukraine de la Plateforme Crimée, nouvelle instance visant à consolider les efforts internationaux, et a invité les États Membres à se joindre à cette initiative, centrée sur cinq domaines prioritaires : politique de non-reconnaissance, sécurité, efficacité des sanctions, protection des droits humains et lutte contre les effets négatifs de l'occupation temporaire de la Crimée sur l'économie et l'environnement.

La délégation ukrainienne a rappelé que la Cour internationale de Justice avait été saisie d'une plainte relative à l'interprétation et à l'application par la Fédération de Russie de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Cour avait rendu en 2017 une ordonnance sur la demande ukrainienne en indication de mesures provisoires. Pourtant, la Fédération de Russie continuait d'ignorer cette ordonnance. En janvier, rejetant les exceptions d'incompétence soulevées par la Russie, la Cour européenne des droits de l'homme avait déclaré recevable une plainte interétatique dans l'affaire opposant l'Ukraine à la Fédération de Russie.

Un soutien indéfectible à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'unité et à l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et de ses eaux territoriales a été exprimé à plusieurs reprises dans les déclarations faites par les États ou au nom de groupes d'États. Certaines délégations ont souligné qu'elles avaient donné corps à ce soutien en prenant des sanctions énergiques contre la Russie.

De nombreux États Membres ont déclaré que par ses agissements agressifs à l'encontre de l'Ukraine, la Russie avait violé plusieurs accords et instruments internationaux – notamment la Charte des Nations Unies, l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le Mémoire d'entente concernant les garanties de sécurité liées à l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (1994), la Charte de Paris pour une nouvelle Europe (1990), l'accord fondateur de la Communauté d'États indépendants (1991), le Traité bilatéral d'amitié, de coopération et de partenariat entre l'Ukraine et la Fédération de Russie (1997) et le Traité de coopération entre la Fédération de Russie et l'Ukraine sur l'utilisation de la mer d'Azov et du détroit de Kerch (2003).

Certaines délégations ont souligné que la situation dans l'est de l'Ukraine et dans la péninsule de Crimée restait l'un des problèmes de sécurité les plus pressants en Europe et que la communauté internationale devait continuer de la considérer comme une priorité et intensifier son soutien financier à l'action humanitaire.

Des délégations ont également souligné que le Conseil de sécurité n'ayant pas été en mesure de soutenir les efforts visant à instaurer la paix en Ukraine sur le plan politique et par des actes concrets, le débat était donc également l'expression de la complémentarité entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

S'agissant de la situation en Crimée temporairement occupée, la majorité des délégations se sont déclarées profondément préoccupées par la militarisation de la péninsule qu'avait engagée la Russie et par la grave détérioration de la situation des droits humains.

Elles ont condamné la construction sans l'aval de l'Ukraine du pont du détroit de Kertch, qui constituait une nouvelle violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Elles ont aussi demandé à la Russie de garantir la liberté de navigation dans la mer d'Azov et le détroit de Kertch, en application de modalités convenues d'un commun accord.

Elles ont souligné que depuis la tentative d'annexion illégale par la Fédération de Russie, la situation des droits humains dans la péninsule de Crimée s'était gravement détériorée. Des délégations ont fait part de leur préoccupation devant les restrictions systématiques des droits humains et des libertés fondamentales (liberté d'expression, de religion ou de croyance et d'association et droit de réunion pacifique, notamment) que subissaient les résidents de la péninsule. Étaient ciblés en particulier les droits humains des Tatars de Crimée.

À cet égard, de nombreuses délégations ont condamné la Russie pour avoir ignoré les résolutions de l'Assemblée générale sur la Crimée. Il a également été souligné que la Russie continuait à faire fi de la nécessité pour le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de se rendre en Crimée afin d'établir une évaluation complète et indépendante de la situation des droits humains dans la péninsule, comme le préoyaient les résolutions de l'Assemblée générale.

Commentant la situation dans les régions de Donetsk et de Louhansk temporairement occupées, les délégations ont souligné que les accords de Minsk restaient la base d'une solution politique du conflit. Elles ont appelé la Russie à les mettre pleinement en œuvre et à honorer intégralement ses engagements afin de parvenir à une solution politique durable du conflit.

Exprimant leur soutien aux efforts en cours, notamment dans le cadre du format Normandie, elles ont salué la volonté politique et l'approche constructive dont l'Ukraine faisait montre pour trouver des moyens de résoudre le conflit et ont exhorté la Fédération de Russie à suivre son exemple.

Elles ont exprimé leur plein soutien aux efforts déployés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le format Normandie et le Groupe de contact trilatéral. Elles ont également salué le sommet format Normandie qui s'est tenu à Paris en décembre 2019, ainsi que l'échange de personnes détenues qui s'en est suivi.

Des délégations ont souligné que bien que les parties aient réaffirmé leur engagement à un cessez-le-feu, débuté le 27 juillet 2020, qui a contribué à une nette diminution de la violence sur le terrain, les récentes flambées d'activité de tireurs embusqués et la multiplication des violations du cessez-le-feu avaient entraîné des pertes parmi le personnel militaire. Elles ont exhorté la Russie en particulier à respecter les engagements pris pour que le cessez-le-feu soit pleinement appliqué.

Elles ont aussi demandé à la Russie de cesser immédiatement d'alimenter le conflit par son appui financier et militaire aux autorités d'occupation et se sont dites profondément préoccupées par la présence de matériel et de personnel militaires russes dans les zones occupées.

Elles ont également condamné le non-respect systématique des droits humains dans les zones non contrôlées par le Gouvernement des régions de Donetsk et de Louhansk. Il a été fait référence aux pratiques inhumaines de mauvais traitement et de torture subies par les prisonniers de la prison secrète d'isolement située à Donetsk

occupé. Il a été souligné que l'arrêt des sanctions économiques imposées à la Russie dépendrait de l'application intégrale des Accords de Minsk.

Les délégations ont porté une attention particulière aux restrictions qui continuaient d'entraver la liberté de circulation de la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dans les territoires occupés, notamment dans les zones non contrôlées par le Gouvernement du sud de la région de Donetsk et près de la frontière avec la Fédération de Russie. Les délégations ont souligné que la Mission devait avoir un accès sûr, sécurisé, inconditionnel et sans entrave à l'ensemble du territoire ukrainien, comme le prévoyait son mandat.

Saluant l'approche globale adoptée par l'Ukraine vis-à-vis de la population des zones touchées par le conflit, elles ont noté que la traversée du pont de Stanytsia Luhanska par les civils se trouvait facilitée depuis l'ouverture de la nouvelle section du pont, le 20 novembre 2019. Cependant, elles demeuraient préoccupées par le maintien de la fermeture d'autres points de passage le long de la ligne de contact. Il a été souligné qu'alors même que l'Ukraine avait rempli l'obligation qui lui incombait au titre des conclusions du sommet de Paris d'ouvrir de nouveaux postes de contrôle à Zolote et Shchastya en novembre 2020, ceux-ci n'avaient toujours pas été ouverts de l'autre côté. La Fédération de Russie a été invitée à rouvrir tous les points de passage existants. Il a été rappelé que le Comité international de la Croix-Rouge devrait se voir accorder un accès total et inconditionnel à toutes les personnes détenues.

Des délégations ont souligné que la pandémie actuelle de COVID-19 aggravait la situation humanitaire et celle des droits humains et qu'elle ne devrait pas servir d'excuse aux prétendus représentants des zones actuellement non contrôlées par le Gouvernement ukrainien pour limiter indûment la liberté de circulation d'un côté à l'autre de la ligne de contact.

Une attention particulière a été accordée à la situation humanitaire catastrophique dans les territoires ukrainiens temporairement occupés. Il a été souligné que 3,4 millions d'Ukrainiens avaient besoin d'une aide humanitaire. Les délégations ont appelé les parties à garantir aux acteurs humanitaires, y compris le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, un accès sans entrave et constant à toutes les personnes dans le besoin.

Certaines délégations ont évoqué l'abattage du vol MH17 en juillet 2014 par un système de missiles Buk appartenant à l'armée russe, au cours duquel 298 personnes innocentes ont été tuées. Au nom des victimes et de leurs proches, elles ont réclamé la vérité, la justice et l'application du principe de responsabilité. Notant que le procès pénal de quatre suspects avait débuté, elles ont appelé tous les pays, au premier rang desquels la Fédération de Russie, à coopérer avec l'enquête en cours.

De nombreuses délégations ont félicité l'Ukraine de continuer à demander justice auprès des instruments juridiques et des tribunaux internationaux, notamment la Cour européenne des droits de l'homme, les tribunaux d'arbitrage et la Cour internationale de Justice.

Certaines délégations ont également salué l'initiative ukrainienne Plateforme et exprimé l'espoir que de nombreux autres États Membres envisageraient de se joindre à cet effort diplomatique afin de repousser l'agression constante de la Russie et de faire comprendre que l'occupation brutale devait prendre fin.

Sur 50 pays, la Fédération de Russie a été la seule à rejeter les faits et l'argumentation présentés ci-dessus. Dans sa déclaration, elle a essentiellement cherché à nier sa participation au conflit.

Deux délégations ont remis en question et tenté de saper l'autorité de l'Assemblée générale en ce qui concerne l'examen des questions qui lui sont soumises par les États Membres, y compris les questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que la formulation des recommandations qu'elle pourrait juger nécessaires.

Une délégation a également soulevé la question des minorités en Ukraine. Elle a expliqué qu'elle comprenait que les autorités ukrainiennes souhaitent renforcer le rôle de la langue officielle, mais que cela ne devait pas conduire au remplacement de la langue maternelle d'une minorité nationale.

La discussion a révélé que la communauté internationale continuait d'accorder une grande attention à la question des interventions militaires illégales menées par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, car ces agissements continuaient de porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales et appelaient donc d'urgence une action décisive de l'ONU.

Le débat a en outre clairement montré que la question intitulée « La situation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés » devrait rester à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et être examinée plus avant, jusqu'à ce que la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues soient rétablies.
